

De l'écologie politique en France

François JARRIGE

L'écologie politique, selon l'historien américain M. Bess, n'a pas en France le vert profond de la *deep ecology*, mais un vert clair, alliant produits bio et modernité technologique. Mais n'est-ce pas là un tableau trop optimiste d'une France qui peine à mettre en œuvre une véritable politique de développement durable ?

Recensé : Michael Bess, *La France vert clair. Ecologie et modernité technologique, 1960-2000*. Seyssel, Champ Vallon, 2011, traduit de l'anglais (USA) par Christophe Jaquet, 402 p., 24 €.

Alors que la crise s'aggrave, que la campagne présidentielle s'est engagée, que les rejets de Fukushima se poursuivent, où en est l'écologie politique en France ? Quelle place occupe-t-elle dans l'espace politico-médiatique ? La récente traduction du livre de Michael Bess sur « la France vert clair » peut être l'occasion de faire le point en allant au-delà de l'écume médiatique laissée par quelques mauvais et caricaturaux pamphlets récents¹. Si l'ouvrage a été salué outre-Atlantique – il a reçu le prix George Perkin Marsh de l'*American Society for environmental History* et a fait l'objet de nombreuses recensions – il est passé largement inaperçu en France. L'initiative de sa traduction dans la nouvelle et excellente collection consacrée à l'histoire environnementale chez l'éditeur Champ Vallon est donc particulièrement heureuse, elle offre l'occasion de réfléchir au statut de la question écologique dans l'identité politique et sociale comme dans l'histoire récente de la France. Le titre du livre résume l'essentiel de sa thèse : au terme de cinquante ans de transformations industrielles effrénées, de profondes recompositions sociopolitiques et de mutations culturelles, la société française serait devenue « Vert Clair » (ou « Light Green Society »). Par là, l'auteur désigne

¹ En particulier celui de Pascal Bruckner, *Le fanatisme de l'Apocalypse : sauver la terre, punir l'homme*, Paris, Grasset, 2011.

un monde hybride, née de la rencontre entre une modernité technologique en perpétuel mouvement et une nostalgie persistante pour l'ancien univers rural. Notre monde serait donc le fruit d'un compromis entre d'une part la montée des préoccupations et des mouvements écologiques et d'autre part un capitalisme industriel high-tech poursuivant son déploiement. La teinte vert claire doit signifier « la modération, les compromis et les demi-mesures, mais aussi l'ambiguïté profonde qui a caractérisé la réception des idées écologiques par les citoyens français » (p. 3).

Un point de vue nord-américain

Avant d'examiner de plus près cette thèse et la démonstration qui la porte, il convient de préciser d'où parle l'auteur. Michael Bess est un historien nord-américain, professeur d'histoire européenne à l'université Vanderbilt, et auteur d'un ouvrage sur les mouvements anti-nucléaires en Europe². Le point de départ du livre pourra surprendre le lecteur français car il est étroitement lié au regard anglo-américain qui fait de la France un pays particulièrement réfractaire à l'écologie politique. Ce « stéréotype très répandu » (p. 19) a de multiples racines objectives : faiblesse des mouvements anti-nucléaires et des associations de protection de la nature dans l'hexagone comparée à d'autres pays ; faible poids des verts dans le champ politique ; choix précoce pour le gigantisme technologique et le nucléaire ; ou encore certaines affaires fameuses comme celle du Rainbow Warrior. Bess entend répondre à ce stéréotype qu'il juge trop simpliste en étudiant les liens singuliers qui se sont tissés en France entre « l'écologie » et la « modernité technologique ». C'est sans doute ce positionnement de départ qui explique la vision quelque peu idéalisée de la situation française qu'on trouve dans le livre. L'ouvrage nous aide malgré tout à mieux comprendre la méfiance persistante à l'égard des « écolos » dans la société française qu'atteste le succès récurrent dans l'opinion de certains « écolo-sceptiques », comme Luc Ferry ou Claude Allègre. M. Bess propose d'ailleurs quelques mises au point salutaires, notamment une très juste critique du livre provocateur de Luc Ferry, *Le nouvel ordre écologique*, qui continue encore trop souvent d'être cité alors que l'essentiel de sa thèse peut effectivement être considéré comme « grotesque », « ridicule » et « sans fondement » (p. 180-181).

La position de M. Bess est énoncée clairement dès le début du livre : depuis 50 ans, l'essor de l'écologisme ou de l'environnementalisme en France a produit un ordre social

² Michael Bess, *Realism, Utopia, and the Mushroom Cloud: Four Activist Intellectuals and Their Strategies for Peace, 1945-1989* (1993).

nouveau qu'il qualifie de « société vert clair » ou « écolo-tiède » pour marquer sa modération, son aspect de compromis et son ambivalence fondamentale. L'ouvrage propose un récit intéressant, et souvent original, de l'histoire de la France des cinquante dernières années en plaçant les questions environnementales, souvent oubliées dans les récits historiques habituels, au centre de l'analyse. Même s'il repose aussi sur des entretiens réalisés dans les années 1990 et sur diverses archives des mouvements écologistes, l'ouvrage est d'abord une synthèse. De nombreux chantiers restent encore à ouvrir pour comprendre la place singulière de l'écologie dans la société française et les chemins empruntés par l'écologisation. Sur de nombreux points les analyses de l'auteur sont donc fragmentaires, alternant entre des développements généraux et des études de cas. Son originalité réside surtout dans la façon dont il tente de tisser ensemble de multiples fils en général séparés.

La tension fondatrice

La démonstration est construite selon un mouvement dialectique explorant successivement quatre points. Elle revient d'abord sur « L'accélération de l'après-guerre » et l'engagement des gouvernements successifs (de droite comme de gauche) dans la modernisation et la transformation du pays. Après 1945, alors que la France reste un pays très rural, les élites se convertissent massivement au progrès technique perçu comme la condition du redressement et de la grandeur nationale. L'auteur rappelle ainsi les grandes épopées technologiques de l'après-guerre, comme le Concorde, le TGV, le nucléaire, ces « machines symboles » de l'identité nationale durant les Trente Glorieuses³. En parallèle de ce prométhéisme technologique triomphant, M. Bess décrit la disparition des paysans français, dont le souvenir hantera longtemps la culture politique hexagonale. Il est vrai que l'analyse est parfois rapide, le choix des exemples un peu stéréotypé, la complexité du fonctionnement de l'État ainsi que la compétition entre administrations ne sont jamais évoqués. On peut aussi discuter certaines généralisations, notamment lorsque l'auteur parle des « Français » en général, de leur opinion ou de leur mentalité qu'il tente de saisir en recourant à la littérature, au cinéma ou à la chanson. Le style et les exemples choisis tendent à créer un effet de dramatisation qui annihile la différence entre le récit et l'analyse. Ces choix narratifs s'expliquent par l'objectif de l'auteur : plus qu'une histoire de la France de l'après-guerre dans sa complexité, il s'agit d'abord de souligner une caractéristique fondamentale de la société française qui éclaire la singularité de son histoire écologique : la France connut à la

³ L'auteur appuie notamment son analyse sur les travaux de Gabriel Hecht, *Le rayonnement de la France. Énergie nucléaire et identité nationale après la Seconde Guerre mondiale*. Paris, La Découverte, 2004.

fois un engagement massif dans une modernisation technologique forcenée et la disparition brutale de l'ancienne société paysanne et de ses traditions.

C'est à l'aune de cette tension fondatrice entre « l'identité paysanne » (exaltée notamment par Fernand Braudel à la fin de sa vie) et ce que l'auteur appelle « le darwinisme technologique » que s'éclaire l'essor de l'écologie en France. La deuxième partie du livre est consacrée à cette question. Elle présente la montée en puissance des idées et des mouvements écologistes au XXe siècle. L'auteur revient sur les « précurseurs », présente quelques-uns des principaux mouvements environnementalistes et leur entrée en politique, et analyse les diverses tendances intellectuelles qui traversent l'écologie politique à la française. L'analyse est claire et synthétique, elle propose des portraits vivants de figures aussi différentes que le commandant Cousteau, René Dumont ou André Gorz qui ont tous incarné diverses tendances de l'écologie à la française. Cette deuxième partie s'achève par « une visite guidée de l'utopie écologiste française », l'auteur recourt à la fiction pour présenter ce que pourrait être un petit village de la campagne française en 2020, après la conversion écologique du pays. Cet étrange chapitre, qui s'apparente à une fable utopique, constitue peut-être une réponse à celle proposée en son temps par Jean Fourastié pour mettre en scène la modernité des « trente-Glorieuses », à travers la description du village de Madère-Cessac.

Vers un monde hybride ?

La troisième partie décrit le passage « Vers une société vert clair ». Elle montre « comment la modernité technologique et les pratiques écologiques ont été amenées (de manière plutôt surprenante) à cohabiter, produisant péniblement la synthèse que l'on rencontre en France de nos jours » (p. 8). Loin de s'opposer, la modernisation techno-industrielle et la contestation écologique ont donc été les deux dynamiques principales à l'origine de la société hybride contemporaine, faite de « produits bios », d'« industries vertes » et de « nature préservée et protégée ». M. Bess montre comment la société s'est écologisée en profondeur, à travers les pratiques de consommation, à travers un brouillage croissant des frontières entre nature et culture, à travers l'invasion de la thématique écologiste dans toutes les franges de la société, comme à travers l'« environnementalisation » de l'État et de ses politiques. Bess propose une réflexion originale sur quelques-uns des paradoxes les plus sensibles de notre temps : alors que les écologistes étaient contre l'État, ils l'ont massivement investis ; alors que les industriels étaient mis en cause ils seraient devenus les plus vertueux des écologistes. Michael Bess écrit même (p. 275) que « à l'évidence, ce sont

les grandes entreprises qui offrirent à l'écologie les premières *success-stories* de la fin du XXe siècle » !

C'est là, nous semble-t-il, que l'analyse de Bess pêche le plus. Elle propose en effet un tableau très idéalisé de la situation française. En voulant démontrer que la France est plus écologique que ne le pensent ses compatriotes nord-américains, il propose finalement un tableau très édulcoré de la situation actuelle. L'adoption d'une rhétorique écologique et le verdissement du langage et des logos suffirent-ils à faire des grands industriels français contemporains les héros de la cause écologique ? Le tableau que nous présente l'auteur ici est trop optimiste et aurait mérité une enquête de terrain plus précise. Certaines données auraient aussi pu être réactualisées. Par exemple, l'auteur souligne (p. 235-236) qu'on a assisté à un changement qualitatif important dans le domaine de la gestion des déchets puisqu'en 1979 l'essentiel des 170 millions de tonnes de déchets produits finissaient dans les incinérateurs alors qu'en 1996 les 627 millions de tonnes de déchets produits étaient soumis à des contrôles et des normes plus strictes. Certes, mais dans le même temps la quantité de déchets a continué de croître à une vitesse rapide⁴. Par ailleurs, la démonstration de l'auteur semble en partie contradictoire puisque, en dépit de cette écologisation généralisée, il reconnaît au terme de son enquête, dans un intéressant et synthétique tableau écologique de la France, que le bilan est largement négatif : « à de nombreux égards, les Français utilisent les ressources plus vite qu'ils ne les reconstituent et produisent les effluents plus vite qu'ils ne peuvent les absorber » (p. 305).

L'ouvrage semble parfois porté par un optimisme déjà daté qui tient peut-être au contexte de sa rédaction. Il a été publié en anglais alors que la « gauche plurielle » était au pouvoir et un ministre vert au gouvernement. Il traduit un optimisme qui pouvait peut-être exister – et encore – lorsque furent adoptées quelques décisions importantes comme la création du réseau européen Natura 2000. Mais la situation semble quelque peu différente aujourd'hui, la crise domine les débats et les enjeux écologiques semblent significativement retombés en quelques mois. Ils ont été absents de la primaire socialiste ou presque, comme des débuts de la campagne. Et contrairement aux affirmations du pouvoir en place, la présidence de Sarkozy n'a rien fait dans ce domaine sinon instituer en système, à travers le

⁴ Les chiffres de 1996 semblent désormais un peu anciens, en 2009 la France produisait 868 millions de tonnes de déchets. Données facilement accessibles sur le site de l'ADEME, « Les déchets en France en 2009 ». <http://www2.ademe.fr/servlet/getDoc?cid=96&m=3&id=64346&p1=02&p2=0509&ref=17597>

fameux « Grenelle de l'environnement », le principe de l'hypocrisie et du mensonge en politique⁵.

La « modernisation écologique », les *science studies* et l'espérance

Dans la dernière partie l'auteur dépasse le cas français pour interroger « l'avenir de la nature dans un monde vert clair ». Il s'agit d'une réflexion large et foisonnante sur la situation de l'écologie et de la nature à l'heure de l'artificialisation généralisée du monde. On comprend alors que le cas français n'était qu'un prétexte, que la singularité française évoquée dans l'ouvrage n'est qu'une illusion : la société Vert Clair n'est pas propre à la France, mais caractérise l'ensemble des sociétés industrialisées contemporaines. Dans l'ouvrage on trouve un discours sur la spécificité française supposée (puis son exemplarité), mais il n'y a pas de vraie méthode comparative, ni entre les États-Unis et la France, ni entre la France et l'Allemagne. Or, seule une véritable approche comparative de la « modernisation écologique » entre plusieurs pays industrialisés aurait permis de montrer ce qui relève de chaque cas singulier et de mieux faire ressortir les multiples tensions et contradictions qui existent entre l'industrialisme technophile et l'écologie.

Il est d'ailleurs surprenant que l'auteur ne discute pas davantage le nouveau paradigme optimiste de la « modernisation écologique » qui tend à devenir dominant, y compris dans son chapitre 10 pourtant intitulé « Des industriels écologistes ». L'expression « modernisation écologique » désigne les nouvelles approches des rapports économie/environnement fondées sur des conceptions managériales et rationalistes, considérant la protection de l'environnement comme une condition de la croissance future et une source de multiples opportunités économiques⁶. Ces théories qui tendent à devenir hégémoniques cherchent précisément à fonder la société « vert clair » décrite par l'auteur, elles reposent sur la croyance – tout à fait contestable – selon laquelle la solution aux problèmes

⁵ L'auteur n'évoque pas la période récente et le « Grenelle de l'environnement », le livre ayant été écrit avant. C'est dommage car il aurait été intéressant d'avoir son point de vue sur cette opération politico-médiatique. Deux réquisitoires font le point sur les opérations de *greenwashing* et de communication politique à l'œuvre dans le Grenelle : Stephen Kerchove, *Grenelle de l'environnement, l'histoire d'un échec*, éditions Yves Michel, 2010 ; Jean-Christophe Mathias, *Grenelle de l'environnement, la supercherie écologique*, éditions Sang de la terre, 2010.

⁶ C'est d'autant plus surprenant que les travaux consacrés à cette question, encore peu discutée en France, se sont multipliés aux États-Unis et en Europe du nord depuis les années 1990, voir notamment : T. Hajer, *The Politics of Environmental Discourses. Ecological Modernisation and the Policy Process*, Oxford, Oxford University Press, 1997, S. C. Young, *The Emergence of Ecological Modernisation: Integrating the Environment and the Economy?* Londres, Routledge, 2000 ; Corinne Gendron, *Le développement durable comme compromis. La modernisation écologique de l'économie à l'ère de la mondialisation*. Coll. Pratique et politiques sociales, Québec, Presses de l'Université du Québec, 2006.

environnementaux réside d'abord dans une industrialisation accrue. Pour Michael Bess l'essentiel n'était sans doute pas là, et le cas français n'était finalement pour lui qu'un détour, une porte d'entrée pour interroger de façon globale la nature « hybride » du monde contemporain. L'auteur emprunte ici le langage des *sciences studies* et s'inscrit dans la filiation de Bruno Latour qui avait proposé le concept d'« hybridité » pour désigner des objets, ou quasi-objets, inclassables et de plus en plus nombreux, faisant appel à la fois à la science, à la nature et à l'humain⁷. Ce sont des objets sociaux liés à la technique, des formes de non-humains qui prolifèrent dans notre monde et qui façonnent notre rapport à la nature comme à l'avenir.

Dans cette dernière partie, l'auteur abandonne le récit historique pour examiner « les philosophies de la nature à l'âge de l'intensité technologique ». Il présente les nouvelles conceptions de la « nature » qui tendent à s'imposer à l'heure de la montée des travaux sur l'histoire et la philosophie environnementale. Il propose ainsi une utile et très claire synthèse des différents courants qui s'affrontent, de Teilhard de Chardin à Hans Jonas et Bruno Latour. Il présente aussi les débats et controverses – mal connues en France – qui ont lieu aux États-Unis autour de la *Wilderness*. Face au livre de McKibben déplorant la mort de la nature sauvage par exemple⁸, il rappelle les critiques des historiens Donald Worster et William Cronon arguant, dans les années 1990, que cette conception de la nature est fautive et illusoire. La nature n'est pas l'autre absolu de l'humain, il n'y a pas de dualité mais de multiples imbrications permanentes, comme l'écrivait Cronon : « Il nous faut comprendre la continuité d'un paysage qui est tout autant naturel que culturel, où la ville, la banlieue, la nature champêtre et la nature sauvage ont chacune sa place et que nous pouvons célébrer sans forcément dénigrer le reste »⁹.

⁷ Pour Latour, le discours de la modernité procède à une série de « Grands partages » séparant et opposant en permanence technique et nature, science et sociétés, savant et politique. Or, au contraire, le monde est constitué d'objets hybrides proliférant et n'appartenant pas exclusivement au monde scientifique ou technique, mais participant à la fois du politique, du culturel ou de l'économique. Pour penser ces objets « hybrides », Latour et les *Science Studies*, proposent de fonder une anthropologie « symétrique » qui serait capable de traiter symétriquement – c'est-à-dire sur un même pied d'égalité - les différents éléments le composant. Initialement, c'est l'étude des innovations techniques – symbole de l'objet hybride condensant du social, du culturel, du naturel, etc. - qui a été au cœur de l'analyse. Mais passer comme le fait M. Bess de l'étude d'un objet hybride à celle d'une « société hybride », entendue comme le lieu où les hybrides se multiplient, constitue un glissement problématique ; voir Bruno Latour, *Nous n'avons jamais été moderne. Essai d'anthropologie symétrique*, Paris, La Découverte, 1991 ; et *Politiques de la nature. Comment faire entrer les sciences en démocratie*, Paris, La Découverte, 1999.

⁸ Bill McKibben, *The End of Nature*, New York, Random House, 1989.

⁹ William Cronon, « The trouble with Wilderness », in W. Cronon (dir.), *Uncommon ground: Toward reinventing Nature*, New York, Norton, 1995.

Bess s'inscrit donc explicitement dans la filiation de ce qu'il appelle de façon sans doute un peu rapide l'« école de l'hybridité ». Mais l'ouvrage et ses conclusions constituent aussi à notre sens un témoignage des limites et apories de ce type d'approche. On peut certes accepter comme une grande avancée des sciences sociales des trente dernières années l'idée que toute la réalité – qu'elle soit sociale ou naturelle – est le résultat de co-constructions permanentes et d'arrangement hybrides incessants. De nombreux et riches travaux ont été réalisés à partir de cette perspective. Mais cette catégorie d'hybride s'avère un peu plate et insuffisante lorsqu'il s'agit de penser les enjeux politiques du présent. Elle tend en effet à relayer au second plan les asymétries et les rapports de pouvoir dans lesquels sont pris les enjeux écologiques actuels. Comme le remarquait récemment Dominique Pestre, ce type d'analyse est devenu désormais une quasi « doxa » qui rencontre ses limites car le langage de l'hybridité promu par les *science studies* contribue à « invisibiliser les contraintes qui pèsent sur certains [...]. Ce cadrage euphémise la violence sociale, la rend peu visible et écrête la complexité toujours déjà structurée du monde [...]. Ce vocabulaire induit une image trop uniforme des dynamiques de nos natures/cultures, il crée un monde indifférencié, aveugle à d'énormes continents de situations et de différences [...]. Il produit une image trop simple du politique, faite surtout de gens qui expérimentent, s'arrangent et progressent – et qui est donc oublieuse tant de la nature systémique de bien des intérêts et conflits que de la variété des modes de régulation des objets et du social »¹⁰.

Ces remarques s'appliquent parfaitement à l'analyse de Bess : à force de décrire l'avènement d'un monde hybride, ne court-on pas le risque de négliger les rapports de force socio-politiques qui le portent ? Considérer notre monde comme le simple produit d'un agencement neutre entre capitalisme industriel et divers mouvements écologiques, c'est oublier que le rapport de force n'est pas égal, que la symétrie n'existe pas, que les puissances de l'argent et de l'intérêt développent en permanence les instruments pour disqualifier et réduire les critiques au silence. On sait en effet très bien que depuis quarante ans de multiples stratégies de normalisation sont à l'œuvre pour disqualifier l'écologie politique. Les idéologues porteurs d'une vision de la croissance infinie et de la mondialisation heureuse, aveugles aux conséquences écologiques de leurs politiques, s'attachent en permanence à digérer la critique¹¹. Que reste-t-il en effet de l'écologie dans le discours sarkozyste ou dans

¹⁰ Dominique Pestre, « La politique des *Science studies* », *Revue des Livres*, n° 1, sept-oct. 2011, p. 58-61.

¹¹ À cet égard, voir les très intéressantes analyses de Frederick Buell, *From Apocalypse to Way of Life : Environmental Crisis in the American Century*, Londres et New York, Routledge, 2003 ; il étudie l'évolution des

les publicités pour les lessives ? Notre monde est certes hybride, mais il l'a sans doute toujours été, c'est donc la nature singulière de l'hybridité contemporaine qu'il convient avant tout de cerner. Or, on peut se demander si la société vert-clair est autre chose que la victoire du « green-washing » généralisée et le triomphe du marché comme seule instance possible de résolution des crises actuelles. L'ouvrage ne nous dit rien par exemple des inégalités environnementales, de la distribution asymétrique des pollutions et des atteintes à l'environnement, de la situation des pays du sud, des tensions et des guerres qui naissent de la pression sur les ressources. C'est pourquoi je me situerai malheureusement du côté des pessimistes là où M. Bess trouve lui « de bonnes raisons d'espérer » (p. 381).

Publié dans laviedesidees.fr, le 13 décembre 2011

© laviedesidees.fr

discours sur les questions environnementales aux États-Unis depuis 40 ans et montre le passage d'un discours radical et apocalyptique à celui d'une acceptation résignée, orchestrée par les médias, les talk-shows et les politiques de l'ère Reagan et de leurs successeurs. Pour comprendre la place de l'écologie politique en France aujourd'hui, il faudrait mener un travail équivalent.